



HAL
open science

La crise idéologique du Parti républicain

Aurélie Godet

► **To cite this version:**

Aurélie Godet. La crise idéologique du Parti républicain. [Rapport de recherche] Institut français des relations internationales. 2013. hal-02161501

HAL Id: hal-02161501

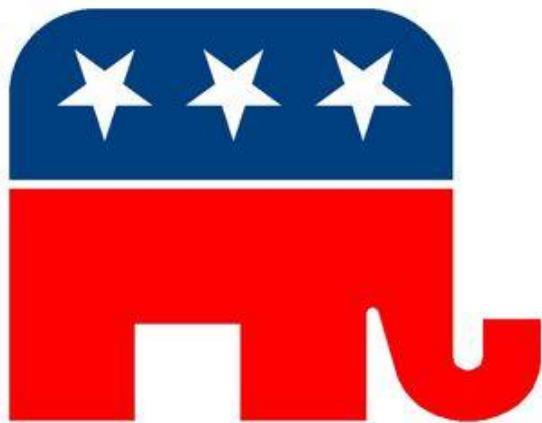
<https://hal.science/hal-02161501>

Submitted on 20 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La crise idéologique du Parti républicain



Aurélie Godet

Juin 2013

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Le programme États-Unis de l'Ifri publie une collection de notes en ligne nommées « Potomac Papers ». Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique américaine dans tous les domaines, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces policy papers sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme États-Unis de l'Ifri.

Le programme États-Unis reçoit le soutien de :

VIEL & Cie 
GROUPE
VIEL

**Fondation
Clarence
Westbury**

ISBN : 978-2-36567-170-5

© Ifri, 2013 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : Ifri.org

Auteur

Ancienne élève de l'École normale supérieure (ENS) de Lyon (2000-2005), titulaire de l'agrégation d'anglais (2003) et d'un doctorat d'études anglophones (2009), Aurélie Godet est aujourd'hui maître de conférences en civilisation américaine à l'université Michel de Montaigne Bordeaux 3. Ses recherches portent sur l'histoire politique et intellectuelle des États-Unis, notamment sur l'évolution de l'institution présidentielle et des mouvements conservateurs. Elle a publié en mars 2012 un ouvrage sur le mouvement Tea Party (*Le Tea Party. Portrait d'une Amérique désorientée*) aux éditions Vendémiaire.

Executive summary

While the redistricting that followed the 2010 Census tends to help Republicans in Congressional elections, current demographics in the U.S. will make it increasingly difficult for a Republican candidate to be elected to the White House.

Indeed, the GOP is undergoing a long-term ideological evolution – from the conservative backlash of the 1960s and the growth of the Christian Right in the Reagan years to the emergence of the Tea Party movement in 2009 - that goes against the political leanings of major growing U.S. minorities.

In the wake of Romney's 2012 defeat, a serious political debate is therefore taking place between partisans of a continuing move to the Right, partisans of a more moderate ideology, and a pragmatic third way proposed by political consultant Karl Rove. This third way recommends for all up-coming elections the choice of the most radical candidate who can still possibly win.

Conferences and meetings in the first half of 2013 have witnessed heated exchanges between these different trends and the proposal by each of concrete steps to be taken in preparation for the 2016 election. In spite of a compromise proposed by the National Republican Committee, there is little hope for a political solution in the foreseeable future.

Amongst eight possible candidates for the Republican investiture in 2016, Marco Rubio, who is on the one hand perceived as a true conservative, while also a member of the Latino community and a recent member of the Washington Establishment, may represent the best combination for a Party that remains ideologically torn.

Ce qu'il faut retenir

Si le redécoupage des circonscriptions qui a suivi le recensement de 2010 avantage globalement les républicains dans les élections au Congrès, l'évolution démographique du pays rend de plus en plus improbable l'élection d'un républicain à la présidence.

En effet, le Parti républicain se trouve pris dans une radicalisation idéologique ancienne – depuis le sursaut conservateur des années 1960, la montée de la droite chrétienne au cours des années Reagan puis la naissance du mouvement des Tea Parties en 2009 – qui déplaît fortement aux minorités en pleine croissance dans le pays.

Au lendemain de la défaite de Mitt Romney, un débat de fond s'engage donc entre les partisans d'une droitisation accrue, ceux du recentrage idéologique et les tenants d'une troisième voie plus pragmatique, proposée par le tacticien Karl Rove. Ce dernier prône le choix systématique des candidats les plus conservateurs possibles à condition qu'ils aient une chance de l'emporter.

Le début de l'année 2013 a vu ces tendances s'affronter verbalement, chacune proposant par ailleurs des solutions concrètes à mettre en œuvre dans la perspective de 2016. Malgré un appel au compromis du Comité national républicain, on ne voit guère de solution s'imposer pour l'instant.

Parmi les huit candidats actuellement pressentis pour l'investiture républicaine en 2016, Marco Rubio, le sénateur hispanique de Floride qui a rallié l'*establishment* de Washington mais reste perçu comme un « vrai conservateur » par les radicaux, représente peut-être la meilleure chance de victoire pour un parti idéologiquement déchiré.

Sommaire

INTRODUCTION.....	5
UNE BASE ÉLECTORALE RÉTRÉCIE	8
UN PARTI AU BORD DE L'IMPLOSION.....	12
Une coalition précaire	12
Les partisans de la droitisation.....	14
Les partisans du recentrage	16
<i>Un diagnostic sans concessions</i>	<i>16</i>
<i>La question démographique</i>	<i>17</i>
<i>Un recentrage en quatre étapes.....</i>	<i>18</i>
<i>Réformer l'immigration.....</i>	<i>21</i>
UN PRINTEMPS DE DÉBATS.....	23
La troisième voie de Karl Rove	23
Des réactions contrastées	24
Une CPAC sous tension.....	26
L'arbitrage du Comité national républicain ?	28
LES PRÉTENDANTS À L'INVESTITURE DE 2016	32
<i>Marco Rubio</i>	<i>32</i>
<i>Chris Christie</i>	<i>33</i>
<i>Paul Ryan</i>	<i>33</i>
<i>Jeb Bush.....</i>	<i>34</i>
<i>Rand Paul.....</i>	<i>34</i>
<i>Condoleeza Rice</i>	<i>35</i>
<i>Rob Portman.....</i>	<i>35</i>
<i>Bobby Jindal</i>	<i>36</i>
CONCLUSION	37
BIBLIOGRAPHIE.....	39
THE POTOMAC PAPER SERIES	43

Introduction

Depuis 40 ans, l'American Conservative Union (ACU), association fondée par William Buckley dans le sillage de la défaite électorale de Barry Goldwater en 1964, se réunit en congrès au mois de février. De discrète, voire secrète, qu'elle était en 1973, la *Conservative Political Action Conference* (CPAC) est devenue le plus grand rassemblement des forces conservatrices américaines, accueillant sur trois jours des milliers de militants venus de tous les États-Unis (dont la moitié d'étudiants) ainsi que des orateurs prestigieux (grandes figures du Parti républicain, *leaders* associatifs, éditorialistes, présentateurs). Ronald Reagan s'y est rendu pas moins de 12 fois au cours de sa carrière politique ; en 2009, Rush Limbaugh y a reçu le titre de « défenseur de la Constitution », tandis que le mouvement Tea Party dans son ensemble s'y est vu décerner le *Ronald Reagan Award* en 2010.

Par-delà les slogans excessifs (l'Amérique comme « royaume de la servitude », la supposée « mainmise des communistes » sur la présidence Obama) et les costumes folkloriques (depuis les années 1980, il n'est pas rare d'y croiser des militants de la droite chrétienne vêtus de capes médiévales et de badges ornés d'un lion rugissant, censé évoquer le supplice de Daniel ; plus récemment, on a pu y voir des militants du Tea Party arborant tricornes et haut-de-chausses du XVIII^e siècle), l'unité de ton et de contenu prévaut, et pour cause : une stricte présélection, effectuée par l'ACU sur la base de statistiques de vote au Congrès et de discours tenus dans l'année qui précède la tenue du congrès, permet d'écarter les « hérétiques » et de préserver l'« orthodoxie conservatrice ». En 2011, l'organisation d'extrême droite John Birch Society, pourtant réintégrée dans le giron conservateur en 2010 après 15 ans d'ostracisme, a ainsi été exclue de nouveau, sans autre forme de procès. De même, tous les membres du Parti républicain n'ont pas accès à ce formidable tremplin qu'est la CPAC dans la carrière d'un élu républicain. Alors qu'il avait été adoubé en 2012 et qu'il reste extrêmement populaire dans l'opinion, le gouverneur du New Jersey Chris Christie a ainsi été banni en 2013 en raison de l'accueil chaleureux qu'il avait accordé à Barack Obama lors de sa visite aux sinistrés de l'ouragan Sandy en octobre 2012 et de son acceptation des subsides de l'État fédéral pour élargir la couverture médicale destinée aux plus défavorisés (Medicaid), conformément à la réforme du système de santé de 2010 (*Patient Protection and Affordable Care Act*). Quant au gouverneur de Virginie Bob McDonnell, il a été exclu pour avoir osé relever les impôts dans son État en vue d'entreprendre un programme de

renovation des infrastructures routières rendu nécessaire par plusieurs décennies de sous-investissement.

L'absence de dissidence marquée lors des congrès de l'ACU¹ s'explique également par la droitisation quasi ininterrompue du Parti républicain depuis les années 1950 et la disparition concomitante de sa fraction modérée. Initiée par la campagne anticommuniste et anti-élitiste du sénateur McCarthy, cette transformation est devenue manifeste lorsque le sénateur conservateur de l'Arizona Barry Goldwater a remporté les primaires républicaines de 1964 au détriment du candidat modéré Nelson Rockefeller, gouverneur de l'État de New York. L'accession de Ronald Reagan à la Maison-Blanche et, surtout, sa réélection triomphale en 1984, ont signifié l'aboutissement en forme d'apothéose de la contestation conservatrice. Pour autant, la présidence Reagan s'est achevée sans que la « révolution conservatrice » annoncée ait réellement eu lieu. Pire, celle de son successeur a été marquée par un reflux du conservatisme au sein du Parti républicain, avec notamment la décision d'augmenter les impôts fédéraux pour éponger les déficits hérités de l'ère Reagan. Ce sont finalement les présidences Clinton, Bush fils et Obama qui ont permis aux conservateurs de reprendre d'assaut le parti et d'imposer leur credo fait de néolibéralisme dans le domaine économique et de traditionalisme dans le domaine social.

La *Conservative Political Action Conference* de 2012, même si elle a occasionnellement pris l'allure d'une passe d'armes entre candidats à l'investiture du Parti républicain, tous déterminés à convaincre leur auditoire de leur bonne foi conservatrice², a une fois de plus frappé par sa rhétorique relativement homogène, faite de célébration des valeurs conservatrices et de condamnation de l'action de Barack Obama (« Sortez-le ! » était le slogan de choix). Jamais le registre délibératif n'est venu s'insérer dans les discours à tonalité épидictique tenus par Rand Paul, Bob McDonnell, John Boehner, Rick Perry, Phyllis Schlafly, Michelle Bachmann et Herman Cain.

Beaucoup plus intéressant d'un point de vue intellectuel aura été le congrès de 2013, lors duquel Marco Rubio, Rand Paul, Rick Perry, Sarah Palin et Rick Santorum ont proposé des définitions très différentes du conservatisme. Unis dans leur opposition au président des États-Unis récemment réélu (que l'on songe aux attaques

¹ À signaler tout de même, la controverse suscitée en 2011 par la participation d'un groupe de conservateurs homosexuels (GOPproud). Afin de protester contre cette inclusion, certaines personnalités (Jim DeMint, Jim Jordan, Mike Huckabee) et organisations conservatrices (la Heritage Foundation, le Family Research Council, l'American Family Association et le Media Research Council notamment) ont refusé de se rendre à Washington. Cinq ans plus tôt, John McCain avait essuyé les quolibets de la foule pour avoir soutenu le projet de loi de régularisation des immigrés clandestins porté par l'administration Bush.

² À ce jeu, c'est Mitt Romney qui s'est montré le plus habile, puisqu'il a recueilli 38 % des intentions de vote lors du sondage réalisé traditionnellement à la fin du Congrès, devant Rick Santorum (31 %), Newt Gingrich (15 %) et Ron Paul (12 %).

outrées de Sarah Palin : « Multiplier les vérifications d'antécédents ? Chouette idée, Monsieur le président. Vous auriez dû commencer avec les vôtres ») et dans leur rejet de la stratégie adoptée par le candidat républicain à l'élection présidentielle de 2012, les poids lourds du Grand Old Party (GOP) se sont affrontés dès qu'il s'est agi de décrire les principes sur lesquels est bâti le Parti républicain. Il s'agissait certes, là encore, de se positionner dans la prochaine course à la Maison-Blanche, mais on aurait tort de négliger la dimension idéologique de ces désaccords. La défaite de Romney en novembre 2012 a en effet creusé l'écart entre partisans du recentrage et partisans de la droitisation. De la résolution de cette crise existentielle dépend l'avenir du parti de l'éléphant.

Une base électorale rétrécie

Que s'est-il passé exactement le 6 novembre dernier ? Pour répondre à cette question, analyser le résultat du scrutin présidentiel est essentiel, mais ne suffit pas. Il faut également tenir compte des élections au Congrès, des élections aux postes de gouverneurs et des 176 propositions soumises au vote des électeurs.

L'élection présidentielle

Au terme d'une campagne acharnée, le duel Barack Obama/Mitt Romney s'est soldé par la victoire relativement confortable du premier au collège électoral (332 grands électeurs sur 538, soit 62 % du collège)³. Même s'il a perdu la Caroline du Nord et l'Indiana, qu'il avait conquis en 2008, le président sortant a remporté la majorité des États clés (Colorado, Iowa, New Hampshire, Virginie, Wisconsin et Floride). L'élection est cependant restée très serrée au niveau du suffrage populaire, Obama n'ayant convaincu que 61 millions d'électeurs sur 120, contre 58 millions pour Romney (soit une marge de 2,5 % seulement)⁴.

Comme en 2008, Barack Obama a eu la préférence des femmes (55 % d'entre elles ont voté pour le candidat démocrate), des minorités (93 % des Afro-Américains, 73 % des Américains d'origine asiatique et 71 % des Latinos ont voté pour lui) et des jeunes (67 %). Mitt Romney a, de son côté, rassemblé 55 % des hommes, 60 % des électeurs blancs, 78 % des évangéliques (ceci en dépit des propos anti-mormons tenus par certains pasteurs comme Rick Warren) ainsi qu'une majorité d'Américains âgés de 40 ans et plus. Or le poids électoral de ces groupes est en train de diminuer. Les évangéliques, par exemple, ne représentent plus que 25 % de l'électorat américain, contre 26,3 % en 2004 ; autrement dit, autant que les « *nones* », ces Américains sans affiliation religieuse dont le nombre ne cesse de croître. Quant aux Blancs (*European-Americans*, selon les termes du Bureau du recensement), ils seront minoritaires d'ici 30 ans aux États-Unis en raison notamment de la forte croissance démographique de la minorité hispanique. Beaucoup de commentateurs ont ainsi décrit l'élection présidentielle de 2012 comme la dernière dans laquelle le Parti républicain pouvait se

³ En 2008, Obama avait obtenu 365 sièges au collège électoral contre 173 pour son adversaire John McCain.

⁴ En 2008, Obama avait obtenu 52,9 % des voix contre 45,7 % pour John McCain.

reposer sur son électorat traditionnel et un candidat l'emporter de la même manière que Ronald Reagan, George Bush père et George W. Bush.

Les élections au Congrès

Au Congrès, le scrutin de novembre n'a pas modifié l'équilibre institutionnel qui prévalait depuis la fin 2010. Grâce à un redécoupage électoral nettement favorable, le Parti républicain a conservé sa majorité à la Chambre des représentants : 234 sièges contre 201 pour les démocrates (qui ont pourtant recueilli 1,4 million de voix de plus au total). Au Sénat, dont un tiers seulement était renouvelé, les démocrates ont consolidé leur majorité (de 51 sièges, ils sont passés à 53 grâce aux victoires de Chris Murphy dans le Connecticut et de Joe Donnelly dans l'Indiana), sans pour autant atteindre le nombre fatidique de 60 nécessaire pour contrer toute procédure d'obstruction parlementaire. Comme les médias se sont plu à le souligner, les candidats républicains les plus extrémistes (Allen West en Floride, Todd Akin dans le Missouri, Richard Mourdock et Joe Walsh dans l'Indiana) ont tous été défaits, à l'exception de Ted Cruz au Texas (État dans lequel le mouvement Tea Party continue d'exercer une influence considérable).

Les élections aux postes de gouverneurs

Le 6 novembre, 11 États américains votaient également pour désigner leur gouverneur. Au final, seul l'un d'entre eux, la Caroline du Nord, a basculé côté républicain, mais, à la suite des très bons résultats de 2010, le parti de l'éléphant contrôle désormais l'exécutif de 30 États, contre 19 pour les démocrates. L'actuel gouverneur de Virginie Bob McDonnell s'est naturellement félicité de ce résultat, affirmant qu'il permettait d'« envisager l'avenir avec optimisme ».

Les référendums d'initiative populaire

Le tableau ne serait pas complet sans un examen rapide des quelque 176 propositions législatives sur lesquelles les Américains ont eu à se prononcer le 6 novembre.

On a beaucoup parlé de la légalisation du mariage homosexuel par voie référendaire dans le Maine, le Maryland et l'État de Washington⁵. Il faut dire que les partisans du mariage entre personnes de même sexe avaient essuyé 34 défaites sur 35 scrutins depuis 1998 (l'exception, le « oui » de l'Arizona en 2006, avait été annulée deux ans plus tard lors d'un nouveau vote). Très récemment encore, les électeurs de Caroline du Nord s'étaient prononcés pour le

⁵ Ces trois États ont rejoint les six (Connecticut, Iowa, Massachusetts, New Hampshire, New York, Vermont), sans oublier le district de Columbia et trois tribus amérindiennes, qui avaient déjà légalisé le mariage homosexuel par voie législative entre 2003 et 2012. Le Delaware et l'État de Rhode Island ont, depuis, fait de même.

maintien d'une définition stricte du mariage comme « union d'un homme et d'une femme ».

La légalisation de la consommation « récréative » de cannabis dans le Colorado et l'État de Washington ainsi que la légalisation de son usage médical dans le Massachusetts (après la Californie en 2003) ont également été abondamment commentées.

D'autres initiatives progressistes ont été couronnées de succès. Les Californiens, pourtant connus pour leur résistance à l'impôt depuis le vote de la proposition 13 en 1978, ont ainsi approuvé la proposition 30 visant à augmenter la TVA et l'impôt sur le revenu pour financer le système éducatif et réduire le déficit budgétaire. Le Maryland a quant à lui choisi d'aligner les frais de scolarité universitaires des immigrés clandestins sur ceux de ses propres résidents, avant même que les débats sur la réforme des lois migratoires s'ouvrent au Congrès. D'autres États ont refusé de voter en faveur de propositions visant à restreindre les droits syndicaux.

Pour autant, l'idée selon laquelle les États-Unis, entrés dans une ère « postmatérialiste » depuis les années 1970, seraient plus sensibles au discours d'égalité et de justice (Inglehart 1977) doit être maniée avec prudence. En dehors de la Californie, les propositions visant à augmenter les impôts ont toutes été rejetées. Les électeurs de Géorgie et de l'État de Washington ont approuvé la création d'un réseau controversé d'écoles publiques indépendantes (*charter schools*), faisant fi de l'opposition des syndicats enseignants. Quatre États (la Floride, le Wyoming, l'Alabama et le Montana) ont, à titre symbolique, demandé à leurs habitants s'ils voulaient appliquer la réforme du système de santé votée par le Congrès en 2010 : le « non » l'a emporté partout sauf en Floride.

En fait, le pays semble plutôt évoluer vers une forme de « libertarianisme », ce mélange de libéralisme économique et de progressisme social dont le magazine *Reason* et le Cato Institute sont les porte-parole les plus influents depuis 1968 et 1974 (Caré 2010). Faut-il y voir le prélude à une réconciliation entre les deux grands partis qui dominent la scène politique américaine depuis un siècle et demi ? Les récents débats sur la falaise fiscale, aussi animés que ceux autour du rehaussement du plafond de la dette à l'été 2011 en dépit de l'insistance du *Speaker* John Boehner sur « la nécessité pour les deux partis de trouver un terrain d'entente », laissent à penser que le temps des concessions n'est pas encore venu.

Ce que ce bilan électoral fait apparaître, c'est que le Parti républicain, s'il se maintient au niveau local, jouit d'une marge de manœuvre de plus en plus étroite au niveau national, prisonnier qu'il est de son électorat masculin, blanc, âgé, évangélique et rural. Les choses ne se sont pas améliorées depuis novembre 2012 : selon un rapport du Pew Research Center daté du 26 février 2013, seuls 33 % des Américains ont une opinion favorable du Parti républicain aujourd'hui, soit le pourcentage le plus bas depuis 20 ans (Pew 2013). Parmi les

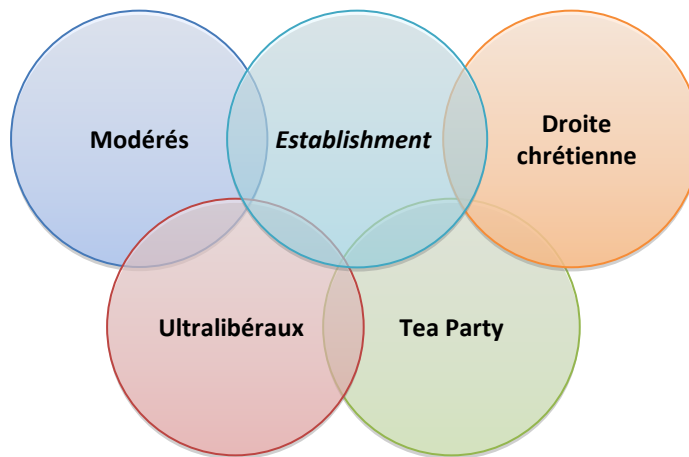
adjectifs qui reviennent pour décrire le GOP : « droit » (*principled*), mais aussi « extrême » et « déconnecté de la réalité » (*out of touch*).

Sur ce constat d'une désaffection croissante, tout le monde ou presque s'accorde. Lorsqu'il s'agit d'expliquer le phénomène, en revanche, les désaccords sont plus patents. Certains pensent que le Parti a négligé l'électorat hispanique ou qu'il ne s'est pas assez préoccupé des jeunes. D'autres mettent en cause les candidats du parti, insuffisamment conservateurs ou cohérents. C'est ainsi qu'on assiste depuis novembre 2012 à une véritable bataille rangée au sein du GOP entre partisans d'une droitisation accélérée et partisans du recentrage idéologique.

Un parti au bord de l'implosion

Une coalition précaire

La coalition républicaine actuelle est on ne peut plus fragile. Les cinq groupes qui la composent sont en effet très différents, tant du point de vue sociologique qu'idéologique (Silver 2013).



Des années 1980 à 2004, **les conservateurs religieux** ont joué un rôle déterminant dans la sélection du candidat républicain à l'élection présidentielle. Leur influence au sein du GOP n'a cessé de décliner depuis. En 2008 et 2012, Mike Huckabee et Rick Santorum ont ainsi eu beaucoup de mal à susciter l'enthousiasme au-delà des rangs de la droite chrétienne. À l'heure où la direction du Parti conseille aux élus républicains de délaissé les questions morales afin d'attirer de nouveaux électeurs en 2016, ces électeurs pourraient se sentir marginalisés. Étant donné leur position « captive » au sein du GOP (Frymer 1999), une révolte de leur part est cependant peu probable.

Proche démographiquement de la droite chrétienne, à tel point que certains politologues ont établi un lien de cause à effet entre le déclin de l'une et l'ascension de l'autre en 2009-2010 (Campbell 2011), **le mouvement Tea Party** se distingue du conservatisme religieux par l'accent qu'il met sur les questions économiques au détriment des questions culturelles. Le Tea Party entretient avec l'*establishment* républicain une relation ambiguë. D'un côté, il s'élève contre les insuffisances (et la suffisance) des élites washingtoniennes

et présente ses propres candidats lors des primaires parlementaires. De l'autre, il produit des élus qui, comme Marco Rubio, intègrent les rangs de l'*establishment* sitôt entrés au Congrès au point de passer pour des « traîtres ». Bien qu'en perte de vitesse sur le terrain depuis 2011, le mouvement porté par Ted Cruz, Michele Bachmann et Sarah Palin reste un acteur important de la galaxie conservatrice américaine.

Ensuite viennent les **ultralibéraux** (*libertarian conservatives*). Contrairement aux « libertariens » qui, au sein du Libertarian Party, allient libéralisme économique, isolationnisme et progressisme social, ils se soucient essentiellement de promouvoir le capitalisme, la réduction des déficits et les baisses d'impôts. Leur opposition à l'avortement, au mariage homosexuel et à la légalisation de la marijuana les ancre fermement dans le camp conservateur. En d'autres termes, ils sont l'antithèse des « *Rockefeller Republicans* » qui, jusque dans les années 1980, alliaient centrisme économique et progressisme social, et votent aujourd'hui indépendant ou démocrate. Ron Paul et son fils, Rand, en sont aujourd'hui les incarnations les plus médiatiques.

Les républicains modérés, comme Chris Christie (gouverneur du New Jersey), Charlie Dent (représentant de Pennsylvanie) ou Erik Paulsen (représentant du Minnesota), affichent une position centriste à la fois sur les questions sociales et économiques. Leur nombre n'a cessé de diminuer depuis les années 1980 avec la radicalisation accrue du GOP. Ils continuent cependant d'exister indépendamment des autres composantes du parti. En 2012, dans la primaire républicaine de l'Ohio, par exemple, environ 30 % des électeurs se sont identifiés comme modérés ou progressistes ; même chose en Floride où ils étaient 25 %.

La dernière composante de la coalition républicaine n'est pas la moindre, puisqu'il s'agit de ce que l'on appelle l'**« establishment »**, autrement dit des cadres du parti, ceux qui disposent d'une réelle autorité, par opposition aux militants de la base et aux agitateurs qui cherchent à rénover le parti de fond en comble. Plus pragmatiquement, il s'agit d'individus solidement conservateurs mais néanmoins acceptables par les modérés, qui savent créer des coalitions et satisfaire (ou tout au moins apaiser) l'ensemble des électeurs républicains. Les candidats issus de l'*establishment* influencent plus que tous les autres le déroulement de la course à l'investiture car, outre leurs talents de négociateurs, ils disposent de ressources financières et humaines sans commune mesure avec celles des autres groupes. Bien qu'ils soient souvent critiqués par la base, Mitch McConnell, Eric Cantor, John Cornyn et leurs collègues demeurent le « centre vital » du Parti républicain et auront à cœur d'éviter que le conflit ouvert entre modérés et ultraconservateurs ne dégénère.

Les partisans de la droitisation

« J'entends d'ici les médias nous rabâcher que les républicains doivent changer, qu'ils doivent se recentrer au plus vite, qu'ils doivent faire preuve de progressisme sur le plan social, qu'ils doivent accepter la perte d'influence des États-Unis sur la scène internationale. Tout cela n'est qu'un ramassis d'âneries que les républicains rejettent d'ailleurs comme tel. Le problème ne vient pas de leur idéologie ». En un paragraphe publié le 7 novembre sur le site du *Weekly Standard*, Fred Barnes a résumé le sentiment d'une frange du Parti républicain, qui estime que la défaite lors de l'élection présidentielle de novembre 2012 tient moins à la droitisation croissante du parti qu'au choix de Romney comme porte-parole et au déclin du « génie conservateur en matière de mobilisation électorale » (Michelot 2008).

Romney a beau avoir peu à peu abandonné toutes les positions qui faisaient de lui un candidat « modéré » pour suivre à la lettre le programme défini en août 2012 lors de la convention nationale de Tampa, il n'a jamais convaincu la base militante du parti. Pour les sympathisants du Tea Party, notamment, il est resté l'incarnation même de l'*establishment*, de l'élite économique s'enrichissant aux dépens de la classe moyenne (rappelons que Romney a accumulé une fortune personnelle de 250 millions de dollars au cours de sa carrière d'investisseur en capital-risque ; à l'inverse, la plupart des entreprises que son cabinet était censé restructurer ont dû déposer le bilan).

Par ailleurs, son équipe de campagne a sous-estimé l'avance prise par le Parti démocrate en termes de stratégies de mobilisation, de l'électorat minoritaire notamment. « L'équipe Obama a mieux réussi à motiver les électeurs que nous ne l'avions prévu », a ainsi concédé Rich Beeson (Trinko 2012). L'approche démocrate, faite (comme en 2008) de porte-à-porte intensif dans les zones « amies » pour compenser les pertes prévisibles dans les zones « ennemies », de communication sur les réseaux sociaux pour recueillir les dons des particuliers et de décentralisation des activités militantes afin d'adapter les thèmes nationaux aux préoccupations des électeurs, semble effectivement avoir mieux fonctionné que l'approche républicaine, surtout faite de coups de fils automatiques aux électeurs à la suite de l'échec retentissant de la mise en service de la plateforme ORCA, censée révolutionner la collecte de données sur les électeurs potentiels du Parti républicain. Le milliard de dollars dépensé n'y a rien fait : les électeurs républicains ont été moins nombreux à se rendre aux urnes qu'en 2008 et 2004.

Que réclament donc les partisans de la droitisation ? Tout d'abord, le choix d'un candidat authentiquement conservateur en 2016. Sitôt annoncés les résultats de l'élection présidentielle de 2012, Richard Viguerie, pionnier du publipostage (*direct mail*) et créateur du site internet *ConservativeHQ.com* (proche du Tea Party), a ainsi

publié un communiqué très clair sur ce point : « Jamais plus nous ne devons investir un ténor du parti adepte d'un État fort. La défaite de Romney a sonné le glas pour l'*establishment* républicain. Loin de signifier un rejet du Tea Party ou du conservatisme militant, le désastre de 2012 est l'occasion pour le parti de se redéfinir comme *le* parti du conservatisme constitutionnel et antifédéral » (Viguerie 2012).

Ils réclament ensuite une amélioration des stratégies de mobilisation militante (*get out the vote operations*, ou GOTV). Plutôt que de diffuser des publicités négatives, qui ont souvent pour effet pervers de décourager la participation financière et électorale des citoyens (Deysine 2012), sans doute faudrait-il par exemple revenir à des techniques plus traditionnelles de quadrillage (*canvassing*) des quartiers, tout en innovant et en reprenant l'avantage acquis par les démocrates sur Internet depuis 2004 (Godet 2011). L'électorat évangélique ayant voté en masse pour le candidat Romney (Goodstein 2012), sans doute faudrait-il à présent ramener aux urnes d'autres segments de l'électorat traditionnel du parti (ouvriers blancs, habitants des zones rurales et des *exurbs* non évangéliques⁶).

Sur le reste, les relais politiques du mouvement Tea Party (Michele Bachmann et les 48 autres membres du groupe parlementaire Tea Party au Congrès, notamment⁷) sont inflexibles. Pourquoi, expliquent-ils, modifier l'orientation idéologique du parti alors que l'élection présidentielle s'est jouée à quelques centaines de milliers de voix en Virginie, en Floride et dans l'Ohio ? Dans la lignée de la politique menée entre 2009 et 2012, ils continuent de donner la priorité à une stratégie d'obstruction systématique par le biais de la Chambre basse afin d'affaiblir la présidence Obama. Ils continuent également de militer pour l'abolition d'« *ObamaCare* » et pour des coupes budgétaires, tout en refusant catégoriquement toute rentrée fiscale supplémentaire pour rééquilibrer le budget. En août 2011, ils avaient obtenu de l'administration Obama, en échange du relèvement du plafond de la dette, une diminution du budget fédéral de l'ordre de 1 200 milliards de dollars, étalés sur dix ans. Ces coupes, qui devaient entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2013, constituaient un très gros pan de la fameuse « falaise budgétaire » depuis laquelle risquait de tomber l'économie américaine. Le compromis trouvé dans les toutes premières heures de 2013 a raboté la falaise en réduisant les hausses d'impôts prévues au 1^{er} janvier, mais repoussé les coupes automatiques (*sequester*) au 1^{er} mars. À cette date, aucun accord n'ayant été trouvé entre démocrates et républicains, ces dernières

⁶ Situées au-delà des *suburbs*, les *exurbs* sont en général éloignées des centres villes de plus de 100 kilomètres. Il s'agit souvent de villes à très faible taux d'imposition car n'offrant que très peu de services.

⁷ Bien que le *Tea Party Caucus* ait perdu dix membres lors des élections de novembre 2012 et n'ait montré aucun signe de vie entre juillet 2012 et avril 2013, Michele Bachmann a décidé de le relancer le 25 avril 2013 lors d'une réunion à huit clos au Congrès. Objectif avoué : reconquérir le Parti républicain (Boyle 2013).

sont entrées en vigueur, avec pour conséquence une baisse obligatoire de 9 % des dépenses du gouvernement et de 13 % des dépenses militaires en 2013. Alors même que l'effet de ce « terrorisme budgétaire » (White 1989) commence à se faire sentir sur la croissance du produit intérieur brut (PIB) et sur le taux de chômage outre-Atlantique, un nouveau débat sur le rehaussement du plafond de la dette était d'ores et déjà prévu pour la fin mai. Autant dire que les partisans de la droitisation ne sont pas prêts d'abandonner la partie, quitte à être tenus pour responsables du blocage parlementaire et à risquer la défaite aux élections de mi-mandat 2014.

Les partisans du recentrage

De leur côté, des républicains comme Chris Christie, Bobby Jindal ou Scott Walker estiment que le Parti républicain perd du terrain parce qu'il a cédé aux sirènes du radicalisme. Lors des primaires, notamment, le vote d'une base activiste et réactionnaire aurait déporté le Parti vers la droite extrême de l'échiquier politique, l'éloignant ainsi des républicains modérés et des indépendants qui déterminent souvent l'issue des scrutins⁸. Sans les déclarations scandaleusement rétrogrades de Todd Akin et de Richard Mourdock sur le viol et l'avortement (reprises en 2013 par des républicains comme Phil Gingrey, Steve King ou Celeste Greig) et les erreurs de casting monumentales de 2010, le Congrès aurait peut-être pu compter cinq sénateurs républicains de plus. Autrement dit, les républicains seraient majoritaires dans les deux Chambres du Congrès.

Un diagnostic sans concessions

Les partisans du recentrage attribuent également les échecs de 2012 à certains engagements pris par le Parti républicain il y a 20 ans, telle la promesse de ne pas augmenter les impôts, arrachée par l'organisation Americans for Tax Reform en 1986 après un lobbying intensif. Quand bien même le Tea Party a remis la « révolte fiscale » au goût du jour, il ne peut à lui seul expliquer que 238 représentants républicains sur 242 et 41 sénateurs républicains sur 47 aient signé le *Federal Taxpayer Protection Pledge* de Grover Norquist en 2012 ou que le blocage parlementaire sur les questions budgétaires soit total depuis 2009. C'est l'ensemble du Parti qui doit revoir sa position sur la question fiscale.

⁸ Une analyse attentive du scrutin de novembre 2012 a cependant fait apparaître le peu d'impact des électeurs dits « indépendants » sur le résultat final des élections, Romney ayant recueilli une large majorité de leur suffrage dans cinq des huit États clés remportés par Obama (Romano 2012).

Plus largement, les modérés font le constat d'un divorce entre le programme du Parti et l'évolution démographique du pays. Comment le discours intransigeant du Parti républicain sur l'avortement et le mariage peut-il porter alors que les femmes constituent aujourd'hui plus de 53 % de l'électorat et que, pour la première fois, elles sont plus nombreuses à vivre seules ou séparées que mariées ? Pourquoi le Parti continue-t-il de militer localement pour l'enseignement du créationnisme dans les écoles publiques alors que la part de l'électorat évangélique ne cesse de baisser et celle de l'électorat « sans religion » (*nones*) atteint aujourd'hui les 20 % (les athées, eux, ne comptent toujours que pour 2 %) ?

La position du Parti sur l'immigration clandestine leur paraît encore plus anachronique. Si Mitt Romney n'avait pas promis des mesures si strictes dans ce domaine que les sans-papiers préféreraient « s'autodéporter » et si les élus républicains n'avaient pas, à l'échelle des États (on pense ici particulièrement à l'Arizona et l'Alabama), systématiquement stigmatisé les Hispaniques par des lois souvent humiliantes dans l'accès au droit de vote, dans le contrôle d'identité et surtout dans l'accès aux services publics, le Parti républicain aurait pu faire un score honorable et priver Barack Obama de la victoire dans un certain nombre d'États clés qui lui ont donné une marge de victoire confortable dans le collège électoral. Au lieu de cela, Romney n'a obtenu que 27 % des voix hispaniques, contre 30 % pour John McCain en 2008 et 44 % pour George W. Bush en 2004⁹.

La question démographique

De tous ces problèmes, c'est le dernier qui préoccupe le plus les *leaders* du parti. Il existe en effet un véritable déterminisme démographique qui marginalise tous les jours un peu plus le Grand Old Party. Il naît désormais aux États-Unis plus d'enfants non blancs que d'enfants blancs (le recensement actuel repose sur une classification qui laisse le choix de son groupe ethnique au déclarant ; mais la définition de la catégorie « blanc » est beaucoup plus large que celle qui prévalait voici un siècle). Chaque mois, environ 50 000 adolescents hispaniques fêtent leurs 18 ans, ce qui signifie que tous les deux mois, le pays produit suffisamment de nouveaux électeurs hispaniques potentiels pour compenser la marge de perte de Romney dans l'Ohio. Par ailleurs, l'immense majorité du million d'immigrés légalement admis chaque année sur le sol américain est d'origine non européenne (soit latino-américaine, soit asiatique). La régularisation de la situation des sans-papiers, enfin, ne pourra qu'augmenter le nombre des citoyens latino-américains appelés à voter (actuellement, ceux-ci représentent 10 % de l'électorat national,

⁹ Les politologues s'accordent cependant à qualifier ce dernier score d'exceptionnel car basé sur des liens familiaux et politique noués par la famille Bush avec la communauté hispanique depuis les années 1970.

avec des pointes à 20 % en Floride et 22 % en Californie). Si bien que d'ici quelques années, l'Arizona et le Texas deviendront à leur tour des « États clés ». Il faut donc courtiser l'électorat hispanique le plus rapidement possible.

De fait, les appels au « réalisme » abondent depuis la fin 2012, comme si le célèbre slogan de campagne de Bill Clinton en 1992 (« *It's the economy, stupid!* ») s'était mué en « *It's the demography, stupid!* ». « Les Latinos sont devenus un élément déterminant du processus électoral », a ainsi reconnu le commentateur Bob Deckel le 6 novembre sur Fox News. Et de s'interroger : « Pourquoi le candidat Romney n'a-t-il pas fait un effort pour aller vers eux ? » Mark McKinnon, ancien conseiller stratégique de George W. Bush et de John McCain, a émis un diagnostic similaire : « Il y a un trou dans l'électorat républicain. Tant que deux tiers de l'électorat hispanique voteront pour le Parti démocrate, il sera extrêmement difficile pour le GOP de remporter des élections nationales. » Quant à Matthew Dowd, directeur de la campagne Bush-Cheney en 2004, il a qualifié le Parti républicain actuel de « parti à la sauce *Mad Men* dans l'Amérique de *Modern Family*¹⁰ », avant de souligner que, étant donné la jeunesse de l'électorat hispanique, empiéter sur la coalition électorale démocrate permettrait également au Parti républicain de rafraîchir son image, et donc de faire d'une pierre deux coups.

Le 24 janvier 2013, lors du congrès d'hiver du Comité national républicain, le gouverneur de Louisiane, Bobby Jindal, a à son tour invité le Parti à s'ouvrir aux minorités sans pour autant renier ses principes, à « démontrer aux Latinos qu'il les apprécie », rappelant ensuite que « la première chose à faire pour que les électeurs vous apprécient, c'est de démontrer que vous les appréciez vous-mêmes ». De son côté, le gouverneur du Wisconsin Scott Walker a tenté, lors d'une récente réunion de l'Association des gouverneurs républicains à Las Vegas, de corriger l'impression désastreuse laissée par la sortie de Romney sur les « 47 % d'assistés votant démocrate » en affirmant que « le Parti républicain ne s'adresse pas qu'aux personnes qui ne dépendent pas de l'État. Il s'adresse à tous les Américains ».

Un recentrage en quatre étapes

Mais que proposent concrètement les modérés pour pallier le déclin annoncé du parti de l'éléphant ? Le premier changement envisagé est purement cosmétique : il s'agit de substituer à la critique permanente du parti adverse une posture plus positive ; autrement dit de (re)devenir une force de proposition. « Ces dernières années, nous nous sommes entièrement définis comme "le parti anti-Obama" ».

¹⁰ *Modern Family* est une série diffusée sur la chaîne ABC depuis 2009 et qui compte parmi ses personnages principaux une mère de famille d'origine colombienne (Gloria Delgado-Pritchett) et un couple homosexuel (Mitchell Pritchett et Cameron Tucker).

Par conséquent, bien peu de candidats républicains ont fourni à leurs électeurs de vraies raisons de voter pour eux, hormis le fait qu'ils n'étaient pas Obama », a admis le consultant républicain Todd Harris (Cillizza 2012). Or, si la critique du président en exercice permet souvent au parti d'opposition de remporter les élections de mi-mandat (que l'on pense aux élections de 1994, 2006 et 2010), elle suffit rarement à déloger ledit président deux ans plus tard. Le républicain qui se présentera en 2016 contre le candidat à la succession d'Obama (que ce dernier s'appelle Joe Biden, Hillary Clinton, Andrew Cuomo, Martin O'Malley ou Tim Kaine) devra donc axer sa communication sur le programme du Parti tel que défini en août lors de la convention nationale plutôt que sur le bilan des huit années de présidence Obama.

Deuxième priorité des modérés : modifier le processus de sélection des prétendants à l'investiture afin d'éviter les candidatures extrémistes et de permettre l'émergence d'un discours « rationnel » sur des thèmes comme l'immigration. Pour rappel, Mitt Romney n'était pas opposé à l'amnistie comme solution au problème de l'immigration clandestine au début des primaires. Mais, face à Michele Bachmann, Herman Cain, Newt Gingrich et Rick Santorum, il s'est trouvé très vite en position marginale : les immigrés clandestins avaient transgressé les lois de la République ; certains représentaient un danger pour l'État (terrorisme, narcotrafic, etc.), pour les populations frontalières et, sans que la question ait jamais pu être véritablement tranchée, un coût global pour l'État fédéral (surveillance du territoire) et les États fédérés (coûts d'hospitalisation, etc.). Il fallait donc reprendre la construction de la clôture interrompue faute de moyens, accroître les contrôles aux frontières, parvenir à une inflexion de la jurisprudence sur le droit du sol afin d'en refuser le bénéfice aux enfants dont les mères traversent la frontière illégalement à cette seule fin. Face à une telle surenchère, il a été impossible pour Mitt Romney de faire entendre un discours centriste sur la question de l'immigration. Afin qu'un tel cas de figure ne puisse plus se reproduire, les modérés recommandent l'intervention du Comité national républicain, en amont des primaires, pour écarter les candidatures les plus folkloriques, et durant les primaires afin de faire entendre la voix du parti et ainsi influencer le vote des militants. Ils oublient, ce faisant, à quel point ce type d'action peut susciter la révolte de l'électorat conservateur et donc avoir un effet contraire à celui escompté. C'est ainsi qu'en 2010 et 2012, le gouverneur de Floride Charlie Crist, l'ancien gouverneur du Delaware Mike Castle et le sénateur de l'Indiana Richard Lugar se sont fait surprendre par des *outsiders* soutenus par le mouvement Tea Party.

Le meilleur moyen de ramener le Grand Old Party vers le centre reste encore de modifier le message républicain sur certains thèmes comme la fiscalité, les questions dites « sociales » et l'immigration. Depuis novembre 2012, une trentaine d'élus républicains se sont d'ores et déjà éloignés de l'*Anti-Tax Pledge* de Grover Norquist, soit verbalement, soit en retirant leur signature du

document. Parmi eux, le chef de file de la majorité républicaine à la Chambre, Eric Cantor. Officiellement bien sûr, aucun d'entre eux n'envisage d'augmenter les impôts dans son État, mais ce reniement ne peut être considéré comme relevant uniquement du symbole.

Beaucoup de modérés appellent par ailleurs au retour du « conservatisme compatissant » sur lequel George W. Bush avait fait campagne en 2000 et qui lui avait été inspiré par le traité de Marvin Olasky, *The Tragedy of American Compassion* (1995). Il est temps selon eux de répudier le primat de l'*homo œconomicus* et de promouvoir un « capitalisme à visage humain », qui permette non plus d'assurer le règne du marché sans entraves, mais plutôt de stabiliser, enrichir et préserver les conditions d'existence de la vie en société. C'est là, pensent-ils, la seule façon pour le discours conservateur de toucher les femmes, les jeunes et les minorités, et donc de reconstruire une coalition électorale solide. Dans un entretien accordé au site *Político*, Bobby Jindal a ainsi imploré le Parti républicain de ne plus être « le parti des multinationales, des grandes banques, de la finance, de la fraude fiscale à grande échelle. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas, être un parti qui se contente de permettre aux riches de garder leurs joujous » (Martin 2012). Quant au sénateur de Floride Marco Rubio, il a enjoint à ses confrères de cesser de stigmatiser les bénéficiaires de l'aide sociale : « Notre mission ne saurait être de refuser assistance à des individus qui en ont besoin » (Raju 2012).

Tous les modérés du parti ne se satisfont pas de ce « conservatisme compatissant », cependant. Pour Meghan McCain, par exemple, ce concept met trop l'accent sur la nécessité de préserver la famille et l'Église, vues comme essentielles à la constitution d'une société décente. L'intervention de l'État fédéral dans la vie personnelle des individus (sous la forme de *faith-based initiatives* ou de restrictions sur le droit au mariage) doit selon elle être combattue. « Je ne pense pas qu'il revienne à l'État d'abroger le principe d'égalité des chances sur la base de l'orientation sexuelle des individus », s'est-elle insurgée sur le site *The Daily Beast* après la défaite de Mitt Romney (McCain 2012). Une telle critique, d'inspiration libertarienne, est-elle audible pour le moment au sein du GOP ? Le succès de la candidature de Ron Paul auprès des jeunes et la popularité actuelle d'un sénateur comme Rand Paul pourraient laisser penser que oui. L'envoi par 131 républicains d'un dossier en faveur de l'abrogation du *Defense Of Marriage Act* de 1996 par la Cour suprême en février 2013 également (Avlon 2013). Mais ce serait négliger le poids du conservatisme religieux sur les élus les plus âgés et oublier que ce sont ces derniers qui dominent le fonctionnement du Congrès selon le principe de la *seniority rule* (Polsby 1968). Par ailleurs, la stratégie de libéralisation que propose McCain est risquée. Pour effectivement causer la défection d'une portion de l'électorat démocrate, le Parti républicain devrait plus que modifier sa position sur la consommation de marijuana et le mariage homosexuel : il faudrait qu'il se montre plus progressiste sur ces questions que le

parti adverse ! Autant dire qu'il perdrait alors le soutien de son électorat âgé et évangélique, qui constitue à l'heure actuelle sa base.

Réformer l'immigration

En attendant le retour (ou non) du « conservatisme compatissant », c'est donc la réforme des lois migratoires qui a la priorité des modérés. Persuadés que c'est l'opposition républicaine au projet de loi DREAM (*Development, Relief, and Education for Alien Minors Act*) qui a permis à Barack Obama de s'assurer le soutien de l'électorat latino-américain en dépit d'un bilan global peu reluisant, ils espèrent à présent que le compromis législatif présenté le 17 avril dernier par quatre sénateurs démocrates (Charles Schumer, Dick Durbin, Robert Menendez et Michael Bennet) et quatre sénateurs républicains (Lindsey Graham, Jeff Flake, Marco Rubio et John McCain) convaincra la minorité hispanique que le parti de l'éléphant est de son côté.

Sur le modèle de la proposition de loi bipartisane McCain-Kennedy (votée par le Sénat mais rejetée par la Chambre en 2006), le projet de loi établit un équilibre entre régularisation des immigrés clandestins installés de longue date, irréprochables au plan pénal, prêts à acquitter amende et arriérés d'impôts/de prélèvements sociaux, et surveillance accrue des frontières, notamment de celle avec le Mexique (cela, même si le solde migratoire entre le Mexique et les États-Unis est proche de zéro depuis plusieurs mois). Au-delà de la régularisation des sans-papiers, le projet vise à transformer en profondeur le système légal d'immigration aux États-Unis. Le nouveau système envisagé s'inspire du modèle canadien et privilégie l'immigration choisie, hautement qualifiée, aux dépens du regroupement familial. Un dispositif d'immigration temporaire sélective pour la main-d'œuvre dont l'économie américaine a besoin (comparable au *guest-worker program* recommandé par George W. Bush) est notamment envisagé. La fameuse loterie annuelle de cartes vertes, elle, devrait disparaître.

Pour faire en sorte que la majorité républicaine à la Chambre approuve ce projet de loi, il faudra aux modérés beaucoup de tact. Le mot « amnistie », notamment, ne devra jamais être prononcé. Les besoins de plusieurs secteurs de l'économie (agriculture, bâtiment, services à la personne), heureux de bénéficier d'une main-d'œuvre docile et bon marché, devront quant à eux être mis en avant, tout comme le renforcement des procédures de vérification d'identité en cas d'embauche. Enfin, il s'agira de rappeler aux plus intransigeants qu'il n'est de toute façon guère envisageable de procéder à un vaste coup de filet pour renvoyer chez eux les 11 à 20 millions d'immigrés en situation irrégulière et que les Hispaniques sont une communauté ouverte à l'initiative individuelle et à l'esprit d'entreprise, des valeurs associées au Parti républicain.

Quand bien même le projet de loi recueillerait une majorité de suffrages à la Chambre dans les semaines qui viennent, les modérés

ne pourront pas encore crier victoire. La marginalisation des éléments les plus irréductibles au sein du Parti républicain que suppose cette politique de la main tendue pourrait conduire ces derniers, sinon à quitter le Parti, du moins à présenter leurs propres candidats lors des primaires républicaines de 2014. Certains politologues affirment par ailleurs que les Hispaniques appartiennent durablement à la coalition électorale démocrate car ils se retrouvent largement dans son programme économique, fait de lutte contre la pauvreté, d'amélioration des conditions de travail et d'extension de la couverture maladie (Greenberg 2005, Segura 2012). Il est dans ce cas fort peu probable que l'on assiste au début d'une oscillation structurelle du Parti sur la question de l'immigration.

Un printemps de débats

La troisième voie de Karl Rove

Plutôt que de prendre part à la querelle qui oppose partisans du recentrage et partisans de la droitisation, certains républicains tentent de dégager une « troisième voie » consistant à soutenir « les candidats les plus conservateurs possible tout en étant éligibles » (« *the most right, viable candidate who c[an] win* »), suivant la fameuse règle édictée par William Buckley en 1967. L'objectif : éviter que des extrémistes ou des incompetents ne remportent les primaires républicaines pour être ensuite balayés par leur adversaire démocrate lors des élections de novembre (tout le monde a en tête les précédents constitués par Sharron Angle, Christine O'Donnell et Ken Buck en 2010 ou par Todd Akin et Richard Mourdock en 2012). Le maître d'œuvre de cette stratégie n'est pas un inconnu, loin de là, puisqu'il s'agit de l'ancien conseiller de George W. Bush, Karl Rove.

Surnommé l'« architecte » ou le « faiseur de roi » en raison du rôle majeur qu'il a joué dans les campagnes présidentielles de 2004 et 2008 côté républicain, Rove a connu une ascension fulgurante avant qu'une série de scandales (affaire Valerie Plame, renvoi illégal de neuf procureurs d'État) le force à démissionner de ses fonctions en 2007. Devenu commentateur politique pour le *Wall Street Journal*, *Newsweek* et pour la chaîne de télévision Fox News, il n'a jamais abandonné l'espoir d'influencer de nouveau l'évolution du Parti républicain. Deux décisions de justice rendues par des cours fédérales en 2010 (*Citizens United v. FEC*, qui a ouvert grand les vannes du financement privé des élections, puis *Speechnow v. FEC*, qui a franchi une étape fondamentale en mettant fin au plafonnement des contributions finançant des dépenses indépendantes) lui ont permis de faire son grand retour en 2010 à la tête d'un « supercomité électoral », sorte de « puits sans fond qui peut recevoir un nombre illimité de contributions et dépenser sans compter » (Vergniolle de Chantal 2013). Crossroads Grassroots Policy Strategies (nom officiel de ce « super-PAC ») s'est imposé comme une force de frappe sans pareille lors des élections de mi-mandat (marquées, rappelons-le, par la capture de la Chambre des représentants par les républicains), avant de recueillir quelque 300 millions de dollars lors de la campagne présidentielle de 2012. Certain de son efficacité, Rove a eu le plus grand mal à admettre la défaite de Mitt Romney lors de la soirée électorale du 6 novembre, illustrant par là le concept de « dissonance cognitive » et suscitant la risée du camp adverse.

À ceux qui espéraient son départ définitif de la scène politique, Rove a cependant infligé un démenti cinglant le 2 février 2013 lorsqu'il a annoncé le lancement d'un nouvel instrument de reconquête du Parti républicain, le Conservative Victory Project. Présidé par Steven Law (également président d'American Crossroads), celui-ci se présente comme une version améliorée du super-PAC créé en 2010. L'objectif reste de recueillir les subsides des riches donateurs du Parti pour faire élire des candidats républicains, reconquérir la majorité au Sénat en 2014, remporter l'élection présidentielle de 2016 et à terme contrôler les trois branches du pouvoir (Unger 2012). Mais cette fois, l'accent est mis sur le soutien aux candidats les plus expérimentés et compétents et non sur la capacité à mobiliser la base militante du parti.

Des réactions contrastées

Sans surprise, les rescapés du groupe parlementaire Tea Party à la Chambre ont immédiatement réagi à la menace que constitue pour eux (compte tenu de l'influence toujours forte des réseaux proches de la famille Bush au sein du Parti républicain) la constitution d'une force de frappe financière susceptible de rivaliser avec celle d'Americans for Prosperity et FreedomWorks, deux associations qui ont largement financé le mouvement Tea Party à ses débuts et le maintiennent sous respiration artificielle depuis 2011. Surtout, à grand renfort de rhétorique populiste, ils ont fait savoir qu'ils rejetaient en bloc l'intrusion des élites washingtoniennes dans les élections locales et promis de faire barrage à l'entreprise de Karl Rove en mobilisant les « *grassroots* » conservatrices. « Je remplis en ce moment même des documents pour former un super-PAC destiné à soutenir les alternatives conservatrices et libertaires à Karl Rove », a menacé l'ancien représentant de l'Illinois Joe Walsh sur Twitter le 2 février. Quelques jours plus tard, les Tea Party Patriots ont annoncé qu'ils créaient eux aussi un nouveau « super-PAC », nommé Citizen Funds (noter la présence du « s » et du nom adjectivé « citizen » pour mettre l'accent sur le caractère populaire et collectif de l'entreprise) destiné à financer la campagne électorale de candidats prêts à défier tout élu (démocrate ou républicain) ayant voté en faveur de hausses d'impôt au cours de son mandat. L'organisation a ainsi marqué sa volonté de s'en tenir à un soutien purement idéologique aux candidatures républicaines, à l'opposé de l'approche pragmatique d'un Karl Rove. Le 14 mars 2013, l'association For America (présidée par le neveu de William Buckley, Brent Bozell) est allée plus loin dans la dénonciation en adressant une lettre, cosignée par de nombreux groupes très influents au sein du Tea Party, aux 200 principaux donateurs de Crossroads GPS pour dénoncer l'inefficacité et la dangerosité de cette initiative, arguant que « les efforts de Rove ne

permettront pas d'élire des *leaders* qui se rendront à Washington pour défendre les principes conservateurs »¹¹.

À la différence du Tea Party, les autres sensibilités conservatrices qui cohabitent à l'intérieur du Parti républicain semblent plus partagées sur la conduite à suivre, oscillant entre circonspection et opposition résolue. C'est notamment le cas de la droite chrétienne, qui s'était enthousiasmée pour la campagne de George W. Bush lors des primaires de l'an 2000 et avait mobilisé ses réseaux pour favoriser la victoire du « conservatisme compatissant ». Tandis que les principales organisations chrétiennes conservatrices (Family Research Council, Focus on the Family) semblent hésiter sur la marche à suivre, certaines figures politiques de premier plan ont fait part, de façon plus ou moins nuancée, de leur désapprobation. La militante antiféministe Phyllis Schlafly (aujourd'hui âgée de 88 ans) s'est notamment livrée à une sortie virulente contre Karl Rove dans un communiqué destiné aux soutiens financiers de l'organisation qu'elle a fondée en 1972, Eagle Forum. Elle y a qualifié l'American Conservative Project d'« initiative répugnante » et a accusé Rove et ses riches soutiens de se livrer à une lutte fratricide qui ne peut qu'affaiblir le mouvement conservateur et compromettre les succès électoraux du Parti républicain lors des prochaines élections¹². Jon Huntsman, ancien gouverneur de l'Utah et candidat à l'investiture du Parti lors des présidentielles de 2012, s'est, de son côté, montré plus prudent. Le lendemain, dans une interview sur Bloomberg TV, il a déclaré : « Rove peut faire ce qu'il veut, mais je pense que son action est archaïque », invitant le Parti à renoncer à la tactique politique pour « se concentrer, d'abord et avant tout, sur des idées puissantes car ce sont elles qui conduisent les gens à la victoire ».

Les réactions au sein des organisations ultralibérales se sont révélées encore plus partagées, en raison des liens très étroits que celles-ci entretiennent avec les milliardaires qui financent le GOP et le mouvement Tea Party. Ainsi, le mouvement Americans for Tax Reform de Grover Norquist est pour l'instant resté absent des débats, les financements importants qu'il reçoit aussi bien des frères Koch (proches du Tea Party) que des généreux donateurs de Crossroads GPS l'invitant à respecter une prudente neutralité. Matt Kibbe, le président de FreedomWorks, qui a dépensé près de 60 millions de dollars en 2012 pour soutenir des candidats souvent différents de ceux soutenus par American Crossroads, s'est dit tout aussi embarrassé (« Ce qui se passe au sein du Parti républicain en ce moment ressemble un peu à une guerre des gangs », a-t-il déclaré), même s'il a par ailleurs souligné la futilité des efforts de

¹¹ La lettre peut être consultée à l'adresse suivante : www.foramerica.org/2013/03/conservatives-tea-party-leaders-letter-to-top-crossroads-donors/.

¹² Des extraits de cette lettre peuvent être lus sur le site *RightWingWatch* : www.rightwingwatch.org/content/phyllis-schlafly-implores-tea-partiers-save-america-karl-rove-federal-takeover-toddlers.

l'*establishment* républicain (« Ceux qui financent des groupes comme celui de Rove veulent réaffirmer leur contrôle sur le Parti républicain, mais ils ne comprennent pas du tout que la politique est en train de devenir de plus en plus décentralisée et démocratique »). En revanche, l'organisation Americans for Prosperity, fondée par les frères Koch en 2004 et dont le budget excède les 140 millions de dollars, est clairement entrée dans la bataille aux côtés du Tea Party. Son président, Tim Phillips, a ainsi confié au magazine *Politico* que le groupe envisageait de présenter ses propres candidats lors des primaires de 2014 (Vogel 2013). De même, Chris Gogola, le président du Club For Growth, a confié dans une interview accordée au *New York Times* que la recette du succès électoral reposait sur l'adoption de principes clairement distincts de ceux du Parti démocrate et sur la sélection, lors des primaires, de « candidats qui sont prêts à formuler clairement et de façon convaincante le message économique conservateur et n'ont pas peur de défendre ce que les républicains sont supposés prôner » ; ajoutant plus loin, dans une caricature du projet de Rove, que si ce dernier et ses soutiens « veulent créer une primaire républicaine opposant le candidat de l'*establishment* à celui des conservateurs, les conservateurs l'emporteront » (Richardson 2013).

Pendant ce temps, aux plus hauts échelons du Parti républicain, on doute de la capacité de l'American Conservative Project à accroître la majorité républicaine à la Chambre et à conquérir le Sénat. Après tout, rappelle-t-on, les 300 millions de dollars récoltés en 2012 par American Crossroads n'ont permis de remporter que neuf des 31 élections sur lesquelles l'organisation s'était concentrée... Seul Marco Rubio, élu sénateur de Floride en 2010 au détriment de Charlie Crist grâce au soutien du Tea Party, d'American Crossroads et de son mentor en politique, Jeb Bush, a salué l'initiative dans une interview accordée à CBN le 13 février 2013. Encore a-t-il précisé que, si ce projet était « une bonne idée », « le Tea Party a[vait toujours] sa place dans la vie politique américaine ».

Ainsi, loin de résoudre le conflit idéologique qui oppose les partisans du recentrage aux partisans de la droitisation, l'initiative de Karl Rove, guidée par le pragmatisme électoral autant que par l'ambition personnelle (Rove se verrait bien en « *party boss* »), a semé encore un peu plus le trouble au sein du Parti républicain. Conséquence : le congrès de l'American Conservative Union, temps fort de la vie du GOP, a pris l'allure d'une joute oratoire entre représentants des deux principales tendances.

Une CPAC sous tension

On l'a déjà dit, les discours tenus lors des *Conservative Political Action Conferences* de février sont généralement très convenus et axés d'une part sur la critique du parti adverse, d'autre part sur la

célébration des valeurs conservatrices. Cette année, ils ont cependant fait apparaître de véritables divergences d'analyse, illustrant la crise existentielle que traverse le Parti républicain.

La majorité des orateurs invités par l'ACU se sont succédé à la tribune pour défendre le *statu quo*, refusant de reconnaître une possible déconnexion du parti avec la majorité des citoyens américains. De façon quasi rituelle, ils ont préféré rejeter la faute sur Mitt Romney, ce « faux conservateur » dont les volte-face successives auraient découragé l'électorat républicain de se rendre aux urnes. L'échec d'autres candidats modérés lors des élections sénatoriales et la démission de cinq autres (Olympia Snowe, George Voinovich, Kit Bond, Mel Martinez, Kay Bailey Hutchinson) entre 2010 et 2012 ont quant à eux été lus comme la preuve de la supériorité de l'idéologie conservatrice.

L'ancien gouverneur de Pennsylvanie et candidat à l'investiture républicaine en 2012, Rick Santorum, s'est directement attaqué au Conservative Victory Project de Karl Rove, s'interrogeant à voix haute sur l'avenir d'un parti qui aurait sacrifié ses valeurs sur l'autel de la victoire électorale : « Certains membres de notre courant pensent qu'il nous faut abandonner nos principes moraux pour gagner, mais quel est l'intérêt pour notre mouvement de remporter des élections si c'est pour perdre son âme ? » Mais le discours le plus retentissant est venu de celle qui est souvent décrite dans les médias comme l'« égérie du mouvement Tea Party » : Sarah Palin. Soucieuse de conserver la cote de popularité qu'elle s'est constituée à force d'outrance et de provocations, elle n'a pas hésité à s'ériger en gardienne du conservatisme contre la tentative de l'*establishment* de reprendre le contrôle du Parti. Dans un discours aux accents très populistes, elle s'est livrée à une attaque en règle contre ceux qui veulent se contenter de « changer l'image d'un parti », alors que « nous sommes ici pour reconstruire un pays ». Mais ses attaques ont rapidement glissé vers le sujet du Conservative Victory Project, Palin estimant que « la pire chose qui puisse arriver, c'est que Washington contrôle la désignation des candidats républicains », avant de préciser son propos en s'adressant directement à Karl Rove pour l'inviter à se présenter lui-même aux élections parlementaires : « Si ces experts persistent à perdre les élections, à engranger les millions, s'ils se préoccupent tant de qui est candidat au sein de ce Parti, ils devraient prendre leur courage à deux mains et se présenter, ou alors s'en tenir à un rôle de second plan ».

En marge de ces interventions, emblématiques du conservatisme le plus intransigeant, s'est profilée une autre position, incarnée par deux hommes politiques aux trajectoires diamétralement opposées (l'un s'appêtant à quitter la scène politique, l'autre s'annonçant comme un prétendant très sérieux à l'investiture du Parti républicain en 2016) : Mitt Romney et Jeb Bush.

Alors qu'il s'était prêté durant la campagne électorale à des contorsions politiques permanentes pour ménager les différentes

sensibilités de son parti, l'ancien gouverneur du Massachusetts, Mitt Romney, a livré en février un message ferme et lucide. Refusant d'adhérer au discours de ses collègues les plus conservateurs, il a invité les membres de son parti à « s'assurer que nous avons appris de mes erreurs et de nos erreurs » ainsi qu'à « écouter l'avis des gouverneurs élus dans des États ayant voté démocrate ou indépendant », comme Bob Mc Donnell, Scott Walker (Wisconsin), John Kasich (Ohio), Susana Martinez (Nouveau-Mexique), Chris Christie et Brian Sandoval (Nevada), parce que « ces États sont de ceux dont nous avons besoin pour remporter le Sénat et la Maison-Blanche ». Ce discours était d'autant plus audacieux que tous ces gouverneurs sauf un (Scott Walker) avaient été écartés du Congrès pour cause d'hétérodoxie.

Complétant cette analyse, Jeb Bush a livré, sur la scène de la CPAC, un discours inclusif centré sur la nécessité qu'il y a pour le Parti à s'adresser de nouveau à l'ensemble des Américains : « Plus jamais le Parti républicain ne doit se couper de segments entiers de notre société parce que nous postulons que nos principes ont un pouvoir de séduction limité auprès d'eux. Beaucoup trop de gens croient que les républicains sont contre l'immigration, contre les femmes, contre la science, contre les homosexuels et contre les travailleurs. » Il s'agissait pour lui d'entamer le travail pédagogique difficile consistant à préparer l'électorat traditionnel du Parti républicain à accepter l'idée d'une réforme progressiste de l'immigration, seule à même de permettre au GOP de renouer le contact avec un électorat hispanophone, proche des républicains conservateurs sur les questions de société, mais se sentant constamment stigmatisé par leurs discours intransigeants. Porteur des espoirs de cette communauté appelée à jouer un rôle crucial lors des prochaines élections, lui qui est marié à une Mexicaine, s'est converti au catholicisme et fut un gouverneur de Floride très populaire, Jeb Bush a enjoint les républicains à abandonner leur sectarisme à l'égard des minorités ethniques, déclarant solennellement : « Je suis ici pour vous dire qu'il n'y a pas de "nous" et de "eux". Le visage du Parti républicain a besoin d'être le visage de chaque Américain, et nous avons besoin d'être le parti de la tolérance et de l'inclusion. »

L'arbitrage du Comité national républicain ?

Le congrès de l'ACU a révélé publiquement l'intensité des débats qui agitent actuellement le Parti républicain. Estimant qu'il était temps de rendre un arbitrage clair, le Comité national du parti (Republican National Committee) a publié le 19 mars un imposant rapport intitulé *Growth and Opportunity Project*, qui tire les leçons de la défaite de 2012 et pose les bases d'une reprise en main du GOP autour du concept de « conservatisme accueillant » (*welcoming conservatism*).

Commandé par Reince Priebus, président du RNC, et rédigé par cinq membres du comité (Henry Barbour, Sally Bradshaw, Ari Fleischer, Zori Fonadellas, Glen McCall), ce rapport souligne que le Parti républicain est en train de se couper de franges entières de l'opinion publique américaine et que, s'il ne change pas de stratégie politique, il « deviendra de plus en plus difficile pour les républicains de gagner une autre élection présidentielle dans un avenir proche » (RNC 2013). Sur la base d'une grande enquête d'opinion réalisée auprès de 36 000 sympathisants du Parti, les auteurs expliquent cette situation préoccupante par l'inertie du GOP depuis les années 1990. En formulant en son temps la formule gagnante du conservatisme américain, Reagan est devenu le héros de toute une génération de conservateurs et le modèle de la génération politique suivante. Depuis, le GOP est resté le « parti de Reagan », cultivant le vain espoir que « la simple mention de son nom suffise au succès de ses avatars et les transporte à l'âge d'or du pouvoir républicain » (Blumenthal 2008). Ce culte passéiste l'a conduit à s'écarter progressivement des jeunes électeurs, des urbains et des minorités. La direction du Parti observe, fort à propos, que « tous ceux qui ont moins de 51 ans aujourd'hui n'étaient pas assez âgés pour voter pour [Reagan] quand il s'est présenté à la présidence » et qu'il faut donc abandonner le culte du reaganisme pour se confronter aux réalités démographiques actuelles.

Les auteurs du rapport recommandent l'adoption d'une nouvelle stratégie politique visant à parler non plus seulement aux électeurs les plus fidèles (« Nous sommes devenus experts dans la façon de renforcer idéologiquement les électeurs déjà convaincus », expliquent-ils) mais à de nouvelles franges de l'électorat trop souvent négligées, voire ostracisées. Autrement dit, l'ensemble des républicains doit promouvoir un conservatisme qui « invite et inspire de nouvelles personnes à [les] rejoindre » plutôt que de « tourner en rond dans un *cul-de-sac*¹³ idéologique ». Sans renier les principes conservateurs qui structurent la version contemporaine du Parti, le rapport propose d'abandonner la quête de la « pureté universelle » au profit d'un « conservatisme plus accueillant » qui ouvre un sentier sur lequel « un républicain non traditionnel aura envie de cheminer », référence à peine voilée à l'électorat hispanophone.

Comment promouvoir ce « conservatisme accueillant » ? Les auteurs recommandent d'abord la suppression des groupes parlementaires (*Congressional caucuses*), qui tendent à favoriser l'émergence de factions ultraconservatrices au sein du Parti. Comme Mitt Romney avant eux, ils invitent ensuite les républicains du Congrès à s'inspirer du succès électoral rencontré par les candidats républicains au poste de gouverneur dans 30 États¹⁴. Selon eux, ce

¹³ En français dans le texte.

¹⁴ À eux seuls, ces États représentent 315 sièges de grands électeurs, soit bien plus que la majorité requise pour remporter l'élection présidentielle.

succès s'explique par le pragmatisme dont font preuve ces « réformateurs en chef de l'Amérique » dans l'exercice de leurs fonctions. Pendant que les républicains au Congrès s'embourbaient dans un conflit entre modérés et radicaux du Tea Party qui les a conduits à refuser tout compromis législatif bipartisan entre 2010 et 2012, les gouverneurs républicains ont œuvré pour le bien commun, n'hésitant pas, à l'occasion, à mettre en œuvre des réformes soutenues par le président Obama. Ainsi, huit d'entre eux (Tim Scott en Floride, Chris Christie dans le New Jersey, Jan Brewer dans l'Arizona, Rick Snyder dans le Michigan, Brian Sandoval dans le Nevada, Susana Martinez au Nouveau-Mexique, Jack Dalrymple dans le Dakota du Nord et John Kasich dans l'Ohio) se sont déclarés favorables à une extension du programme Medicaid dans le cadre de la mise en œuvre du *Patient Protection and Affordable Care Act*. Le rapport se félicite que ces gouverneurs « continuent de tenir les promesses conservatrices de réduction de la taille de l'État fédéral, tout en rendant la vie des gens meilleure », séduisant ce faisant au-delà de la simple base, de plus en plus étroite, du Parti.

Le compromis dessiné par le rapport du RNC, censé inspirer la rénovation du Parti à l'échelle nationale, a pour intérêt principal de mettre en avant le socle commun sur lequel est construit le Parti républicain actuel : refus des politiques redistributives et de l'interventionnisme économique d'une part, traditionalisme social de l'autre. De ce point de vue, on peut raisonnablement se demander si le fossé idéologique qui sépare modérés et partisans de la droitisation est si large que cela.

Les médias se plaisent depuis novembre 2012 à dépeindre Bobby Jindal et Karl Rove comme des républicains centristes, des réformateurs qui seuls peuvent empêcher le Parti républicain de devenir le « parti de la stupidité » (*stupid party*). Mais peuvent-ils vraiment être qualifiés de modérés ? Karl Rove a passé l'essentiel de ces 20 dernières années à courtiser l'électorat fondamentaliste chrétien afin de permettre aux candidats républicains de remporter l'élection présidentielle en 2000 et 2004. Sur les questions sociales, Jindal est au moins aussi conservateur que Rick Santorum (il est fermement opposé à l'avortement et au mariage homosexuel et a signé une loi autorisant l'enseignement du « dessein intelligent » dans les écoles publiques). Dans le domaine économique, le gouverneur de Louisiane a par le passé défendu des positions proches de celles du Tea Party : le remplacement de l'impôt sur le revenu par une TVA dans son État par exemple. Dans son discours au congrès du Comité national républicain le 24 janvier 2013, son hostilité pour Washington et l'héritage du New Deal était aussi claire que dans les discours de Sarah Palin : « Si un être humain rationnel devait recréer notre appareil d'État aujourd'hui à partir de rien, Washington aurait 75 % de bâtiments en moins et moitié moins de fonctionnaires. Nous remplacerions le gros de la bureaucratie par une poignée de sites Internet efficaces. »

On ne voit donc pas de fin prochaine à l'affrontement idéologique au sein du Parti républicain. Qui plus est, l'idéologie n'est qu'un aspect de la bataille que se livrent partisans du recentrage et de la droitisation. Le GOP, comme le Parti démocrate entre 1993 et 2004, doit également faire face à une césure de plus en plus nette entre élite dirigeante et base militante, chacune persuadée qu'elle correspond mieux aux aspirations des électeurs républicains.

Ainsi, il semble que le scénario de 2010 doive se reproduire lors des prochaines élections de mi-mandat. Tandis que les débats sur la réforme de l'immigration se poursuivent à la Chambre, les représentants des deux grandes tendances s'affrontent d'ores et déjà dans l'Iowa, le Montana, le Dakota du Nord, le New Jersey et le Michigan, la Virginie occidentale, le Nebraska et la Géorgie à propos du candidat le plus à même de remplacer les sénateurs démocrates Tom Harkin, Max Baucus, Tim Johnson, Frank Lautenberg, Carl Levin et Jay Rockefeller et les sénateurs républicains Saxby Chambliss et Mike Johanns en 2014.

Si le rapport de forces reste inchangé d'ici là, les primaires présidentielles de 2016 devraient, elles aussi, s'avérer extrêmement disputées, cela d'autant que le Parti républicain sera, pour la deuxième fois consécutive, en position de *challenger*.

Les prétendants à l'investiture de 2016

En théorie, les républicains ont de fortes chances de remporter l'élection présidentielle de 2016. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le parti qui occupe la Maison-Blanche pendant deux mandats consécutifs n'a jamais réussi à en obtenir un troisième, à l'exception des républicains avec George H.W. Bush en 1988. Cela tient d'une part à l'épuisement idéologique du parti au pouvoir, d'autre part à la forte motivation du parti adverse. Mais la victoire républicaine dépend bien sûr de plusieurs autres facteurs, dont :

- l'évolution de la situation économique d'ici la fin du second mandat Obama ;
- la stratégie adoptée par le Parti : main tendue en direction des jeunes et des Latinos (*outreach*) ou effort de mobilisation accrue de la base (*base plus*) ;
- étant donné la personnalisation grandissante de la politique, la capacité du candidat à unifier le parti autour de sa candidature.

À l'heure actuelle, il est encore difficile de dire quels candidats ont la faveur de l'électorat républicain (même si Chris Christie et Marco Rubio semblent très populaires auprès des modérés et du Tea Party respectivement). Voici néanmoins une liste de prétendants sérieux à la succession de Mitt Romney.

Marco Rubio

Âgé de 42 ans, Rubio a été élu sénateur de Floride en 2010 grâce à la vague Tea Party. Il incarne en tant que tel la nouvelle génération républicaine et pourrait donc modifier l'image passéiste qui colle au Parti républicain. Ses origines cubaines et son travail actuel sur la réforme de l'immigration sont susceptibles d'attirer l'électorat hispanique de manière beaucoup plus nette que Mitt Romney et John McCain avant lui. Enfin, Rubio remporterait sans doute les 29 grands électeurs de son État, l'un des plus convoités par le Parti démocrate.

Lors du scrutin réalisé traditionnellement à la fin de la CPAC, Rubio est arrivé deuxième, avec 23 % des suffrages exprimés, ce qui montre qu'il a la faveur de l'électorat conservateur au sein du parti. Qu'en est-il des leaders du GOP ? Ceux-ci pourraient lui reprocher

son manque d'expérience, notamment dans le domaine des affaires étrangères, ainsi que sa proximité avec le Tea Party. Mais, à la différence d'autres parlementaires élus grâce à la mobilisation des « *grassroots* » conservatrices, Rubio a refusé de rejoindre le groupe parlementaire Tea Party fondé par Michele Bachmann et se montre beaucoup plus ouvert au compromis. Barack Obama a par ailleurs prouvé, côté démocrate, qu'on pouvait remporter un scrutin présidentiel en n'ayant accompli qu'un mandat de sénateur.

Chris Christie

Connu pour son style combatif, Christie a travaillé comme lobbyiste puis procureur avant de remporter l'élection au poste de gouverneur du New Jersey en 2009. Alors que beaucoup voyaient en lui un colistier possible de Mitt Romney en 2012, Christie a préféré rester à la tête de l'exécutif de son État, où il est actuellement crédité de 53 % d'opinions favorables.

Se définissant lui-même comme un modéré (il a proposé comme candidats à la Cour suprême du New Jersey la première femme issue de la minorité asiatique ainsi que le premier juge ouvertement homosexuel), il est cependant partisan d'une opposition musclée aux syndicats du secteur public et n'a pas hésité à annuler le projet de tunnel reliant le New Jersey à Manhattan en 2010 sous prétexte que son coût avait été sous-évalué et qu'il mettait en danger l'équilibre budgétaire de son État.

Partisan du compromis avec les démocrates, même lorsque certains le menacent politiquement, Christie apporterait à la campagne présidentielle de 2016 une bouffée d'oxygène par son franc-parler. Sa relative jeunesse, sa silhouette peu athlétique et sa tendance à mal contrôler la virulence de ses propos, surtout lorsqu'il s'emporte, pourraient en revanche le desservir.

Paul Ryan

S'il veut passer du statut d'ancien colistier de Mitt Romney à celui de candidat du Parti républicain en 2016, le représentant du Wisconsin (et actuel président de la commission budgétaire à la Chambre) devra surmonter un obstacle de taille : faire oublier la lourde défaite de novembre 2012, dans laquelle son conservatisme radical et son projet de déconstruction de l'État providence américain ont joué un rôle non négligeable.

Il n'empêche, Ryan reste populaire au sein du GOP, tant à cause de son statut d'expert des questions budgétaires (qui suscite l'admiration des cadres du Parti) que de son conservatisme fiscal (qui lui vaut le soutien du Tea Party). S'il devait se présenter, il est probable qu'il centrerait sa campagne autour des questions économiques et de l'éducation.

Jeb Bush

En dépit de ses liens avec deux anciens présidents qui sont loin de faire l'unanimité au sein du Parti républicain, Jeb Bush est un candidat sérieux à l'investiture de son parti. Ancien gouverneur d'un État dont la population est à 23 % hispanique, marié à une Mexicaine, parlant l'espagnol couramment, sa principale force réside dans ses excellents liens avec l'électorat minoritaire (il travaille depuis quelques années à une politique de main tendue en direction de communautés d'Amérique centrale et des Caraïbes, les Haïtiens notamment). À titre indicatif, il avait remporté 80 % du vote cubain-américain et 56 % du vote hispanique non cubain en 2002.

Membre de l'aile modérée du Parti républicain, Bush est-il acceptable par la base conservatrice ? Il est trop tôt pour le dire, Jeb Bush ayant refusé de figurer sur la liste des candidats sur lesquels les participants au congrès de l'ACU devaient se prononcer en 2013. Se pose également le problème de son récent revirement à propos de la réforme des lois migratoires. Alors qu'il prônait jusqu'en 2012 une solution globale au problème de l'immigration clandestine et avait même proposé une voie vers la citoyenneté pour les sans-papiers, il a abandonné cette position en 2013 dans l'ouvrage *Immigration Wars: Forging an American Solution*, qu'il a cosigné avec l'avocat ultraconservateur Clint Bolick, la qualifiant de trop risquée, avant de faire à nouveau volte-face en mars et dire que, finalement, la citoyenneté pouvait être envisageable, si elle n'encourageait pas l'immigration clandestine. Voilà qui ferait de Jeb Bush une cible facile lors d'un éventuel duel contre le candidat du Parti démocrate.

Rand Paul

En février 2013, le fils de Ron Paul est arrivé premier du scrutin organisé par les organisateurs de la *Conservative Political Action Conference*, avec 25 % des suffrages exprimés. Le résultat de ce sondage est malheureusement peu indicatif du résultat des primaires : depuis 1973, seuls trois gagnants (Ronald Reagan, George W. Bush et Mitt Romney) ont ensuite remporté l'investiture du Parti républicain (et seuls deux sont devenus présidents).

Toujours est-il que Rand Paul est, avec Marco Rubio et Bobby Jindal, l'une des étoiles montantes du Parti républicain depuis sa victoire en 2010 face au démocrate Jack Conway dans le Kentucky. Membre du groupe parlementaire Tea Party (il avait battu le candidat adoubé par le Parti républicain, Trey Grayson, lors des primaires sénatoriales), son idéologie ultralibérale serait susceptible d'attirer un électorat jeune et urbain, tandis que ses prises de position anti-avortement et anti-mariage homosexuel lui assureraient le soutien de l'électorat âgé du parti (Silver 2013).

Son manque d'expérience (il n'avait jamais fait de politique avant de se présenter en 2008) et ses appels à abolir les programmes de retraite (*Social Security*) et d'assurance médicale (*Medicare* et *Medicaid*) au motif que leur mise en place dans les

années 1930 puis 1960 s'est faite au mépris de la Constitution et qu'ils encouragent le « conflit intergénérationnel », pourraient cependant diminuer ses chances d'accéder à la Maison-Blanche. De même, son discours de 13 heures en mars dernier au Sénat pour protester contre la nomination de John Brennan à la tête de la CIA et contre l'utilisation des drones par l'administration Obama pourrait lui coûter le soutien des « faucons » républicains, très influents au sein de l'*establishment* du parti.

Condoleeza Rice

L'ancienne secrétaire d'État de George W. Bush a laissé entendre lors de la convention de Tampa en août 2012 qu'elle était ouverte à l'idée d'une future candidature. Elle possède le CV le plus solide de tous les candidats à l'investiture en matière de politique étrangère. De par sa modération et son appartenance à deux groupes démographiques que le Parti républicain veut séduire – les femmes et les Noirs –, Rice correspond aux attentes des *leaders* du Parti en termes de recentrage.

Cependant, ses prises de position nuancées sur l'avortement, si elles sont susceptibles d'attirer les indépendants et les modérés, sont propres à dissuader la base conservatrice de se rendre aux urnes en novembre. Par ailleurs, on peut raisonnablement se demander si la politique étrangère sera un thème majeur du débat politique en 2016, à la suite de la « capture » du thème par l'administration Obama avec l'assassinat de Ben Laden et les attaques de drones au Yémen, au Pakistan et en Afghanistan. Se pose, enfin, la question de son manque d'expérience sur le terrain. Rice n'a en effet jamais été élue à quelque fonction que ce soit, alors que les rigueurs d'une campagne présidentielle font de la connaissance des campagnes électorales un prérequis indispensable pour être sélectionné.

Rob Portman

Actuel sénateur de l'Ohio, Rob Portman a longtemps figuré parmi les favoris pour le poste de colistier de Mitt Romney, avant que Paul Ryan ne lui soit préféré en août 2012. Représentant d'un Parti républicain plus pragmatique, plus réaliste et surtout plus modéré dans son conservatisme social, Portman présente également l'avantage d'être le sénateur d'un État dont aucun candidat ne peut se passer s'il veut entrer à la Maison-Blanche. Il est, enfin, expert des questions budgétaires, à l'heure où l'économie continue de monopoliser le débat politique national.

Son profil centriste et sa personnalité relativement fade pourraient en revanche ne pas suffire à mobiliser la base conservatrice. À l'heure où le Congrès est fortement impopulaire, Portman a le profil typique du « *Washington insider* » (il a tour à tour été membre de la Chambre des représentants, de l'administration Bush puis du Sénat) que le mouvement Tea Party ne cesse de

décrier. Son manque d'expérience en matière de politique étrangère pourrait également être un problème.

Bobby Jindal

Fils d'immigrés indiens, Jindal est devenu en 2007 le plus jeune gouverneur du pays avant d'être choisi en 2009 par le Parti républicain pour répondre au discours sur l'état de l'Union de Barack Obama. Réélu en octobre 2011 avec près de 66 % des voix, le gouverneur de Louisiane présente l'avantage de rompre avec l'image traditionnelle du Parti tout en rassurant les conservateurs du Sud par des positions très fermes sur l'avortement, le mariage homosexuel et les armes à feu.

Cependant, certaines de ses propositions les plus récentes (suppression de l'impôt sur le revenu dans son État au profit d'une TVA, promotion des *charter schools*, refus d'étendre la couverture *Medicaid*) ont suscité la controverse dans son État. Par ailleurs, il pourrait être facilement attaqué par les démocrates pour son action avant et pendant la catastrophe de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon au large du golfe du Mexique, en 2010. Conscient de cette faiblesse, l'actuel président de l'Association des gouverneurs républicains a d'ailleurs publié en 2010 un livre (*Leadership and Crisis*) dans lequel il attribue sa mauvaise gestion de la crise à la lenteur de l'administration Obama.

À l'heure actuelle, les sondages donnent un net avantage à Marco Rubio, avec 23,8 % des suffrages exprimés contre 14,8 % à Chris Christie et 14,3 % à Paul Ryan (Cohen 2013). *A priori* acceptable par la base militante et par la frange modérée du Parti, le gouverneur de Floride doit maintenant profiter de la période dite de « campagne invisible » (2013-2014) pour lever des fonds, s'assurer du soutien des caciques du GOP et mettre en place une infrastructure de campagne s'il veut espérer conserver cette avance stratégique.

Conclusion

Les défaites électorales sont souvent synonyme de fissures, de désunion, voire parfois d'implosion pour le parti vaincu (Boucek 2012). Celle de Mitt Romney en novembre 2012 ne fait pas exception. Depuis maintenant six mois, les dissensions entre partisans du recentrage et partisans de la droitisation pèsent lourdement sur l'activité du Parti républicain, même si la création d'un tiers parti n'est pour le moment envisagée que par une minorité d'experts (Sosnik 2013 ; Fournier 2013).

Historiquement, le rebond républicain s'est nourri d'un ressentiment contre les progrès sociaux et raciaux des années 1960. C'est une coalition des mécontents qui s'est agrégée autour de l'appareil partisan du GOP, redéfinissant ainsi totalement son identité (Vergniolle de Chantal 2006). Si cette coalition a survécu politiquement jusqu'à aujourd'hui (avec quelques modifications dans sa composition), c'est grâce à des personnalités capables de réaliser une synthèse ou, plus fréquemment, grâce à la désignation de boucs émissaires qui varient selon les périodes (le communisme, l'État fédéral, les minorités raciales, les élites politiques et culturelles, le président Obama), autant de figures de l'Ennemi qui sont quasiment interchangeable dans la communication politique des républicains. La notion de populisme est donc au cœur de la tactique du Parti. Elle constitue son mode de persuasion privilégié depuis 40 ans, fournissant discours et cibles : en bref, un moyen de mobiliser les électeurs.

Aujourd'hui, la rhétorique populiste du GOP est mise à mal par une donnée de taille : le déclin de l'électorat blanc, masculin et rural. Quand bien même la démographie n'est pas une fatalité et les coalitions électorales ne sont jamais figées (Trende 2012), il est peu probable que le Parti républicain puisse remporter une autre élection présidentielle en mobilisant le même électorat (le changement est moins urgent pour ce qui est des élections au Congrès). Aussi se fait jour la nécessité d'attirer un nouvel électorat : plus jeune, plus urbain et surtout plus diversifié ethniquement (Cook 2013). Un sondage réalisé au mois de mars 2013 auprès d'électeurs conservateurs confirme que la plupart d'entre eux attendent du futur candidat à l'élection présidentielle qu'il fasse montre de « compétence » plutôt que de « pureté » idéologique (Joseph 2013).

Quel candidat à l'investiture républicaine saurait le mieux incarner ce changement de cap ? Un candidat hispanique proche de l'*establishment*, sans doute. Mais les « *grassroots* » conservatrices

ne se laisseront pas faire. La récente polémique autour du ciblage délibéré de groupes affiliés au mouvement Tea Party par des agents des impôts, qui s'est soldée par la démission, le 15 mai 2013, du directeur par intérim du Fisc américain, a donné un second souffle aux discours anti-Washington et anti-Obama qui avaient dominé les campagnes électorales de 2010 et 2012. Pour remporter les primaires républicaines, le candidat de l'*establishment* devra donc recueillir le soutien d'au moins deux autres segments de la coalition républicaine (les ultralibéraux et les modérés, par exemple) ou, si aucun autre candidat n'arrive à séduire en dehors de son propre groupe, un seul (en 2012, Romney avait obtenu l'investiture grâce aux seules voix de l'*establishment* et de la faction modérée du Parti).

Si tant est que le Parti parvienne à se mobiliser autour du candidat choisi à l'issue des primaires, l'équipe de campagne présidentielle aura fort à faire en 2016 pour espérer l'emporter. Il lui faudra notamment : ne pas laisser le camp démocrate définir le candidat républicain comme Obama l'avait fait avec Romney dès 2011 (Cook 2013) ; présenter un programme économique cohérent et crédible, qui puisse améliorer durablement la croissance tout en limitant les déficits ; atténuer la rhétorique anti-avortement, anti-immigration ou anti-mariage homosexuel afin de séduire en dehors de la coalition traditionnelle du Parti républicain ; lors de la phase finale de la campagne, améliorer les stratégies de mobilisation des électeurs.

Maigre consolation dans cet océan d'incertitudes : la coalition démocrate actuelle n'est guère plus solide que la coalition républicaine (Rae 2012).

Bibliographie

Articles de presse

AVLON John, « The Pro-Freedom Republicans Are Coming: 131 Sign Gay Marriage Brief », *TheDailyBeast.com*, 28 février 2013.

<http://www.thedailybeast.com/articles/2013/02/28/the-pro-freedom-republicans-are-coming-131-sign-gay-marriage-brief.html>

BOYLE Matthew, « Tea Party Caucus Reloads for 2014 », *Breitbart.com*, 25 avril 2013.

<http://www.breitbart.com/Big-Government/2013/04/25/Tea-Party-Caucus-Holds-First-Meeting-of-113th-Congress>

CAMPBELL David et Robert Putnam, « Crashing the Tea Party », *New York Times*, 16 août 2011.

http://www.nytimes.com/2011/08/17/opinion/crashing-the-tea-party.html?_r=2&ref=opinion

CILLIZZA Chris et Aaron Blake, « How the Republican Party Can Rebuild – in 4 Not-So-Easy Steps », *The Fix*, 13 novembre 2012.

<http://www.washingtonpost.com/blogs/the-fix/wp/2012/11/13/how-the-republican-party-can-rebuild-in-4-not-so-easy-steps/>

COHEN Micah, « It Is Too Early for 2016 Polls ? », *FiveThirtyEight*, 14 mars 2013.

<http://fivethirtyeight.blogs.nytimes.com/2013/03/14/is-it-too-early-for-2016-polls/>

EDSALL Thomas B., « The Republican Autopsy Report », *Opiniator*, 20 mars 2013.

<http://opinionator.blogs.nytimes.com/2013/03/20/the-republican-autopsy-report/>

FOURNIER Ron, « Talkin' About Revolution : 6 Reasons Why the Two-Party System May Become Obsolete », *National Journal*, 14 janvier 2013.

http://www.nationaljournal.com/politics/talkin-about-revolution-6-reasons-why-the-two-party-system-may-become-obsolete-20130114?mrefid=site_search

FRUM David, « Can the GOP Evolve ? », *National Journal*, été 2012, pp. 11-13.

<http://www.democracyjournal.org/25/can-the-gop-evolve.php>

GOODSTEIN Laurie, « Christian Conservatives Failed to Sway Voters », *New York Times*, 10 novembre 2012.

<http://www.nytimes.com/2012/11/10/us/politics/christian-conservatives-failed-to-sway-voters.html?pagewanted=all>

HARSANY David, « What's the Future of the GOP? », *Reason.com*, 7 février 2013.

reason.com/archives/2013/02/07/grassroots-gop-groups-rethink-strategy

JOSEPH Cameron, « Conservative Poll : Republicans Increasingly Want Electability to Trump Ideology », *TheHill.com*, 1^{er} mars 2013.

<http://thehill.com/blogs/ballot-box/polls/285755-conservative-poll-republicans-increasingly-want-electability-to-trump-ideology->

MARTIN Jonathan, « Jindal : End 'Dumbed-Down Conservatism », *Politico*, 13 novembre 2012. <http://www.politico.com/news/stories/1112/83743.html>

MCCAIN Meghan, « Why the Republican Party Needs to Wake Up », *TheDailyBeast.com*, 16 novembre 2012.

<http://www.thedailybeast.com/articles/2012/11/16/meghan-mccain-on-why-the-republican-party-needs-to-wake-up.html>

RAJU Manu, « Rubio Gently Rebuts Romney », *Politico*, 15 novembre 2012.

<http://www.politico.com/blogs/on-congress/2012/11/rubio-gently-rebuts-romney-149669.html>

RICHARDSON Valerie, « Moderate Republicans Crash Tea Party », *Washington Times*, 11 février 2010.

<http://www.washingtontimes.com/news/2010/feb/11/moderate-republicans-crashing-the-tea-party/>

ROMANO Lois, « The Disappearing Independent », *Politico*, 20 décembre 2012.

<http://www.politico.com/story/2012/12/the-disappearing-independent-85340.html>

SILVER Nate, « How Viable Is Rand Paul for 2016? », *FiveThirtyEight*, 20 mars 2013.

<http://fivethirtyeight.blogs.nytimes.com/2013/03/20/how-viable-is-rand-paul-for-2016/>

TRINKO Katrina, « Romney Political Director: 'The Ground Game Worked Fine' », *National Review*, 12 novembre 2012.

<http://www.nationalreview.com/corner/333231/romney-political-director-ground-game-worked-fine-katrina-trinko>

UNGER Craig, « Boss Rove », *Vanity Fair*, septembre 2012, pp. 149-154.

<http://www.vanityfair.com/politics/2012/09/karl-rove-gop-craig-unger>

VIGUERIE Richard, « The Battle to Take over the GOP Begins Today », *ConservativeHQ.com*, 7 novembre 2012.

<http://www.conservativehq.com/node/10743>

VOGEL Kenneth P. et Katie Glueck, « Tea Party Looks to D.C. Insiders for Help, Cash », *Politico*, 11 janvier 2013.

<http://www.politico.com/story/2013/01/tea-party-looks-to-dc-insiders-for-help-cash-86042.html>

Études

BLUMENTHAL Sidney, *The Strange Death of Republican America: Chronicles of a Collapsing Party*, New York, Sterling Publishing Company, 2008.

BOUCEK Françoise, *Factional Politics: How Dominant Parties Implode or Stabilize*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012.

CARÉ Sébastien, *La Pensée libertarienne: genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009.

COOK Charlie, « A Considered Postmortem on 2012 », *Washington Quarterly*, vol. 36, n° 2, printemps 2013, pp. 169-178.
http://csis.org/files/publication/TWQ_13Spring_Cook.pdf

DEYSINE Anne, *Argent et élections aux États-Unis. La campagne de 2012*, Paris, Ifri, juin 2012, « Potomac Paper », n° 13, pp. 1-30.
<http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=7223>

FRYMER Paul, *Uneasy Alliances: Race and Party Competition in America*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

GODET Aurélie, « The 'Other Netroots': A Study of Online Conservative Activism from 1998 to 2010 », in Elisabeth BOULOT (dir.), *Politique, démocratie et culture aux États-Unis à l'ère du numérique*, Paris, L'Harmattan, 2011, pp. 17-40.

GREENBERG Stanley, Michael ALVAREZ, Matt HOGAN et Jonathan NAGLER, *Hispanics: Dead Center in the Democratic World*, Washington, DC, Democracy Corps, 2005.

HAEGEL Florence, *Les droites en fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, coll. « Sociétés en mouvement ».

INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1977.

MICHELOT Vincent, « La mobilisation électorale conservatrice : une force de frappe éternelle ? », in Romain HURET (dir.), *Les conservateurs américains se mobilisent. L'autre culture contestataire*, Autrement, 2008, pp. 97-111.

PEW RESEARCH CENTER FOR THE PEOPLE AND THE PRESS, « GOP Seen as Principled but Out of Touch and Too Extreme », 26 février 2013.
<http://www.people-press.org/2013/02/26/gop-seen-as-principled-but-out-of-touch-and-too-extreme/>

POLSBY Nelson, « The Institutionalization of the U.S. House of Representatives », *The American Political Science Review*, vol. 62, n° 1, mars 1968, pp. 144-168.
<http://www.courtneybrown.com/classes/Downloads/PolsbyInstitutionalizationAPSR.pdf>

RAE Nicol C., *The Democrats Under Obama and Beyond.*, Paris, Ifri, mars 2012, « Potomac Paper », n° 12, pp. 1-31.
<http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=7069%20%20>

REPUBLICAN NATIONAL COMMITTEE, *Growth and Opportunity Project*, 2013.
<http://growthopp.gop.com/default.aspx>

SEGURA Gary, « The Browning of America », *National Journal*, été 2012, pp. 13-16.
<http://www.democracyjournal.org/25/the-browning-of-america.php>

SOSNIK Doug, « The State of the Union », memorandum, 12 février 2013.
http://images.politico.com/global/2013/02/12/ds_sou_memo_2112013_final.html

VERGNOLLE DE CHANTAL François, « L'impact de Citizens United dans la campagne de 2012 », *Cercles* 27, 2012, pp. 101-115.
<http://www.cercles.com/n27/dechantal.pdf>

VERGNOLLE DE CHANTAL François, « Bush et la fin de l'ordre électoral du New Deal. La domination républicaine est-elle pérenne ? », *Les études du CERI*, n° 127, septembre 2006.
<http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude127.pdf>

WHITE Joseph et Aaron Wildavsky, *The Deficit and the Public Interest. The Search for Responsible Budgeting in the 1980s*, Berkeley, University of California Press, 1989.

The Potomac Paper Series

Gabrielle Durana, « États-Unis : le rôle de l'État dans le soutien à l'innovation », n° 16, avril 2013 ;

Herman Schwartz, « Don't Bank on Change : Finance and regulatory reform in the U.S. », n° 15, septembre 2012 ;

Anne-Lorraine Bujon, « L'irrésistible ascension des mormons américains », n° 14, juin 2012 ;

Anne Deysine, « Argent et élections aux États-Unis : la campagne de 2012 », n° 13, juin 2012 ;

Nicol C. Rae, « The Democratic Party under Obama and Beyond », n° 12, mars 2012 ;

Gilbert N. Kahn, « Jewish Activism in the United States : Is J Street a Passing Phenomenon ? », n° 11, février 2012 ;

Laurence Nardon, « Le conservatisme texan », n° 10, janvier 2012 ;

Navtej S. Dhaliwal, « U.S. Demographics : the Hispanic Boom », n° 9, septembre 2011 ;

Yves-Marie Péréon, « L'anti-environnementalisme, nouveau thème des conservateurs américains », n° 8, septembre 2011 ;

Gabrielle Durana, « La Californie en 2011, entre dynamisme et entraves », n° 7, juin 2011 ;

Larry J. Sabato, « Where Now for Obama ? », n° 6, janvier 2011 ;

Sylvie Laurent, « Où va l'école américaine ? », n° 5, octobre 2010 ;

Page Somerville Robinson, « I'm not a Feminist, but... : a Comparative Analysis of the Women's Movement in the US and France », n° 4, septembre 2010 ;

François Vergniolle de Chantal, « Internet et Politique », n° 3, juin 2010 ;

Anne-Lorraine Bujon, « Au cœur de l'Amérique, le mouvement des Tea Parties », n° 2, février 2010 ;

Yves-Marie Péréon, « A la veille de Copenhague, Obama et l'environnement », n° 1, novembre 2009.

All these notes can be downloaded for free on the Ifri Website, www.ifri.org